

Et maintenant on va où ?

- Notes d'entre deux tours -



« Le Front Populaire ne fait confiance ni à la classe ouvrière, ni à son action directe. Son programme, élaboré à grand peine, vise à rallier la moyenne et petite bourgeoisie, les fonctionnaires, les rentiers, les petits propriétaires et toutes autres “petites gens” pour qui il a une tendresse infinie. Les intérêts des producteurs, la nécessité de transformer les conditions de consommation et de production sont relégués à l'arrière-plan. Ils doivent se satisfaire de la promesse de “faire payer” les riches, comme si les impôts n'étaient pas toujours en somme prélevés sur le producteur, d'étatiser quelques industries et de transformer le statut de la Banque de France. »

Pierre Ruff alias Epsilon,
Le Libertaire, 10 avril 1936¹.

Les urnes ont parlé. Le bloc macroniste a été sanctionné et le parti lepéniste reste, pour l'heure, écarté du pouvoir. Si le scénario du pire a été évité le dimanche 7 juillet, il n'y a pas de quoi se réjouir à la lumière des résultats. Tout au plus avons-nous pris un an avec sursis. Ainsi, au second tour des législatives, l'extrême droite et ses alliés ont recueilli plus de 10 millions de voix sur les 27 millions de suffrages exprimés et plus de 49 millions d'inscrits. Ce qui constitue un léger recul par rapport au premier tour où la participation était plus importante : 11 millions de voix sur 32 millions de suffrages exprimés.

Pour rappel, quelques semaines après la qualification historique de Jean-Marie Le Pen pour le second tour de la présidentielle – avec plus de 5 millions de voix, le 21 avril 2002 –, cette famille politique pouvait compter sur environ 3,5 millions d'électeurs. À titre de comparaison, l'« extrême gauche » – soit, pour l'essentiel, le courant trotskiste, n'en déplaie à la caste politico-médiatique – a recueilli, le 30 juin, 367 158 voix, contre 2,9 millions à la présidentielle de 2002 (surtout grâce à la médiatisation d'Arlette Laguiller et d'Olivier Besancenot) et 704 009 aux législatives de la même année. Dont acte.

C'est un véritable crève-cœur de voir d'anciens bastions ouvriers devenir des fiefs électoraux du RN. La désindustrialisation, le chômage de masse, la précarité, le déclassement, la casse des services publics sont autant de facteurs explicatifs, au même titre que la disparition des lieux de sociabilité populaire, des partis aux syndicats, en passant par les locaux associatifs et les bistrots. Or, en ne soulignant que cet aspect des choses, les analystes ne l'articulent guère avec le racisme pourtant consubstantiel à cette mouvance, à son rejet de l'Autre, de l'étranger, du binational, etc.

¹ En ligne sur <https://sinedjib.com/index.php/2024/07/05/ruff/>

Car l'Autre ne vient pas seulement « manger le pain du Français » selon la psychose nationaliste ; il est aussi celui qui vient souiller la pureté fantasmée du corps national, au propre comme au figuré – le rejet du métissage agite par conséquent la peur du viol de la femme française blanche par des hommes étrangers –, de la « race » – on peut remercier les intellectuel de gauche qui ont contribué à remettre ce terme au goût du jour –, du mode de vie, des traditions réinventées « bien de chez nous ». Le délire xénophobe sur la « submersion migratoire » plonge ses racines dans le rejet de la « France algérienne » théorisée par les partisans de « l'Algérie française », ce qui semble pourtant échapper à certains.

En effet, le communiqué du bureau national de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie, daté du 1^{er} juillet², rappelle que le RN « est l'héritier direct du Front national, fondé par d'anciens Waffens SS », oubliant que le FN a aussi été fondé par d'anciens membres de l'OAS. Or, ne pas penser ensemble ces deux caractéristiques, empêche de combattre efficacement l'extrême droite. C'est aussi alimenter la rhétorique du « deux poids, deux mesures » sur laquelle prospèrent les groupes qui minimisent la Shoah, la judéophobie et la détestation des minorités dont ils ne sont pas issus.

Remarquons, sans ironie aucune, que la « parité » et la « diversité », instruments de maintien du système qui s'est offert un ripolinage de surface, mis en œuvre par la droite sarkozyste – permettant à Rachida Dati et Rama Yade de faire carrière –, aboutit à la promotion par le RN de l'eurodéputée Malika Sorel et de la députée de l'Isère Hanane Mansouri. Pour sa part, l'écrivain gallimardisé Boualem Sansal, membre du comité stratégique de *Livre noir-Frontières*, signataire de la tribune du *Figaro* contre le NFP³, incarne la continuité entre guerre civile en Algérie et guerres culturelles en France.

L'eurocentrisme de bien des « antifascistes de salon » les empêche souvent de voir plus loin que l'Italie de Giorgia Meloni ou la Hongrie de Viktor Orbán. Car les gouvernements et régimes assimilables à l'extrême droite sont non seulement représentés sur tous les continents mais s'organisent à l'échelle internationale⁴ comme l'atteste le meeting du 19 mai à Madrid, organisé par Vox, au cours duquel ont pris la parole Marine Le Pen, le député portugais André Ventura, le président argentin Javier Milei, le ministre israélien Amichai Chikli, etc. Par conséquent, la riposte ne peut qu'être internationale.

Nous pourrions sans peine allonger la liste des pays cultivant leurs affinités avec ce que l'on assimile, à tort ou à raison, au « fascisme » – ce qui recouvre, dans le langage courant, les nuances menant de l'autoritarisme au totalitarisme – en incluant la Russie, l'Inde, la Chine, la Corée, la Syrie, l'Égypte, la Tunisie... Sans oublier le régime militaro-policié d'Algérie qui inspire paradoxalement le RN en faisant de ses binationaux⁵ des citoyens de seconde zone, ce qui ne décourage guère des influenceurs stipendiés à « vendre » la destination tout en se taisant sur la suppression des libertés démocratiques.

La percée du RN, sa croissance, sa normalisation ne peuvent être comprises sans considérer le relativisme de notre époque où une opinion en vaut une

² Disponible sur <https://www.aphg.fr/En-ces-heures-d-une-inimaginable-dangerosite>

³ Disponible sur <https://www.lefigaro.fr/vox/politique/le-nouveau-front-populaire-constitue-la-premiere-menace-pour-les-francais-juifs-20240704>

⁴ Voir <https://tribunemag.co.uk/2024/05/the-reactionary-international>

⁵ Voir <https://www.lavoixdunord.fr/1477145/article/2024-06-26/reforme-constitutionnelle-l-algerie-aussi-vise-ses-binationaux>

autre, où les faits sont tenus pour quantité négligeable, où la vérité paraît suspecte voire risible. Au début des années 2000, le FN pouvait déjà distribuer des tracts aux abords de la Sorbonne, sans se faire chasser. Ce qui était pourtant inenvisageable quelques années auparavant. Des réflexes s'étaient indéniablement perdus. Si bien que, dix ans plus tard, certains étudiants ne cachaient même plus leur attrait pour l'extrême droite via le travail effectué par Egalité et Réconciliation, alliant judéophobie, masculinisme et populisme.

Nombre d'observateurs ont mis en exergue le rôle joué par les médias dans l'approfondissement de la crise. Il est clair qu'ils occupent une place de choix et qu'il convient de pointer du doigt le groupe Bolloré, à commencer par ses chaînes de télévision. Mais que dire des médias publics qui se sont, à quelques exceptions près, alignés sur la concurrence privée ? Que dire des médias de gauche qui n'ont guère défendu le pluralisme ? On doit certes combattre l'influence délétère des médias détenus par les milliardaires (de droite) sans pour autant se taire sur ceux détenus par les millionnaires (de gauche).

En faisant de LFI son ennemi principal, en assimilant à « l'extrême gauche » une formation pourtant réformiste, la bourgeoisie conservatrice et les idéologues à la solde du pouvoir ont cherché à rendre acceptable l'idée d'un gouvernement RN ou d'une alliance avec lui. Ce qui aurait pu advenir sans la constitution du « Front républicain » : une gauche faible et disciplinée s'est désistée au profit de la droite et des macronistes, permettant notamment l'élection d'Elisabeth Borne ou de Gérald Darmanin. Mais le RN a surtout montré son amateurisme et son impréparation, au grand dam de ses sponsors.

Toujours est-il que le succès – même relatif – de l'extrême droite, repose tant sur la forfaiture d'une gauche prête à la moindre concession que sur l'accommodement d'une droite portée sur la collaboration. À cet égard, la trahison des élites n'a d'égal que la passivité des masses – en dépit du sursaut électoral, comme en témoigne le taux de participation historique, mais qui ne s'est toutefois pas transformé (pour le moment) en débordement sur le terrain social –, puisque, visiblement, les « blédards » n'étaient pas les seuls à penser aux vacances estivales, cette autre religion nationale...

Néanmoins, ce qui est commun à la plupart des forces politiques et qui explique en grande partie la situation dans laquelle nous sommes, c'est bel et bien la croyance que la taille du gâteau à partager ne peut que se réduire. On pourra l'appeler « décroissance » ou « sobriété » à gauche, « déclin » ou « rigueur » à droite, mais l'idée reste fondamentalement la même : les forces productives ont cessé de croître. Or, aucune perspective révolutionnaire n'est envisageable avec l'incorporation indiscutable de ce rétrécissement des possibles, du moins-disant, surtout pour ceux qui n'ont rien ou si peu.

Ce faisant, nous avons vu l'émergence d'individus et collectifs qui interviennent en tant que représentants de groupes spécifiques et de communautés (en devenir) sur des bases religieuses, sexuelles, ethniques (ou « raciales ») – présentées comme marginalisées, discriminées, invisibilisées, etc. – avec pour revendication principale leur intégration dans le système économique, médiatique et politique, contribuant ainsi à le conforter, à le légitimer, au lieu de le bouleverser ou de le détruire : c'est la lutte des places au lieu de la lutte des classes avec pour sous-texte la lutte des races.

Pour les « premiers concernés », mais aussi pour les derniers, il en résulte une plus grande tension dans les rapports interindividuels puisque chacun est sommé d'intégrer, de gré ou de force, une communauté au sein de laquelle, loin

du réconfort promis par la fréquentation de ses pairs, une autre violence se déploie, avec l'imposition de normes, la quête d'authenticité – voire de pureté – et la dictature des petits chefs – le plus souvent issus des fractions supérieures dudit groupe, quoique « subalternes » à l'échelle de la société – qui veillent au strict respect de l'ordre communautaire.

En outre, les gardiens du temple cultivent à loisir l'insensibilité à l'égard du sort des autres groupes présentés comme concurrents ou ennemis, s'efforcent à redéfinir continuellement les conditions d'alliance avec les communautés jugées amicales ou inoffensives, tout en cherchant à maintenir des frontières étanches – entre « eux » et « nous » – pour mieux conjurer toute possibilité de subversion, en jouant au besoin sur des angoisses existentielles (qui sont en partie fondées, surtout dans la conjoncture actuelle), la menace de l'exclusion, le recours à la violence physique, la calomnie, etc.

N'en déplaise aux droitiers engagés dans la croisade contre le « wokisme », les excès de quelques-uns ne disqualifient pas pour autant la légitimité de la lutte pour la liberté et l'égalité. Cependant, ainsi que le concèdent – en privé – les gauchistes, il y a assurément un problème quand s'installe dans les têtes l'idée que les mâles sont d'irrécupérables agresseurs, que les blancs sont d'inévitables racistes, que les vieux sont des fardeaux encombrants, que les prolétaires sont d'indécrottables imbéciles. La négativité intersectionnelle n'étant alors rien d'autre que l'impasse stratégique du ressentiment petit-bourgeois.

Un vieux clivage structure, d'une façon plus ou moins explicite, le paysage intellectuel et politique français, droite et gauche confondues ; c'est celui qui oppose les tenants de l'occidentalo-centrisme à ceux de « l'orientalisme à rebours » – peu importe les déclinaisons ou les appellations. Ce clivage s'est manifesté avec l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, puis la séquence ouverte par les attaques terroristes menées par le Hamas, suivies par les représailles cataclysmiques de l'armée israélienne – même si, on en conviendra, l'histoire ne commence ni le 24 février 2022 ni le 7 octobre 2023.

Indéniablement, l'émotion et la solidarité n'ont pas été déployées de la même manière ou avec la même intensité dans les différents segments de la population, en particulier à gauche, empêchant de ce fait l'expression d'un véritable internationalisme qui soutiendrait, avec la même force et la même clarté, tous les peuples opprimés – les Ukrainiens comme les Palestiniens que l'on ne saurait confondre avec leurs représentants –, mais également tous ceux qui, isolés au sein de leur propre société, en butte à la répression étatique, refusent la guerre et le colonialisme, en Russie comme en Israël.

Ce clivage, qui fonctionne suivant la loi des « cécités croisées » (Bourdieu), se retrouve sans grande surprise sur la question du racisme, où s'affrontent plus ou moins ouvertement un pôle focalisé sur l'antisémitisme – qu'il vaudrait mieux renommer « judéophobie » – et un autre sur l'islamophobie – qu'il conviendrait d'appeler « musulmanophobie ». L'un et l'autre n'ont ni le même ancrage, ni le même poids, ni les mêmes relais pour des raisons qui tiennent à l'histoire de France et aux fractures de la société révélées ou exacerbées par les controverses – souvent indignes – les concernant.

Ainsi, ceux qui ont pendant des années distribué des brevets d'islamophobie – y compris à des personnes au-dessus de tout soupçon, entraînant parfois des conséquences terribles pour les diffamés – se sont vus à leur tour accusés d'antisémitisme, le plus souvent sans le moindre fondement. On ne devrait pas plaisanter avec ces sujets devenus autant de marchepieds pour les champions de

la mauvaise foi et les redresseurs de tort qui veulent se refaire une virginité auprès de leurs patrons respectifs. Nous sommes passés de l'antiracisme moral à son instrumentalisation immorale.

Dans son discours du 30 juin, Édouard Philippe a promu « la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et l'islam radical »... Belle façon de rappeler qu'il reste un homme de droite, hermétique au discours de gauche et que, sans même s'avancer sur un débat sémantique au sujet de l'opportunité d'employer l'expression « racisme antimusulman », il décide, en un tournemain, d'effacer le problème ou plutôt de lui en substituer un autre, porteur de lourdes ambiguïtés, puisque personne ne sait ce que signifie au juste l' « islam radical ». L'essentiel étant de jouer sur les peurs et de conforter son électorat.

Si nous devons encore et toujours critiquer la religion, ce n'est en aucune manière pour cautionner la persécution ou la stigmatisation des minorités – où qu'elles se trouvent –, mais bien plutôt pour contrer la mentalité de soumission, vivifier l'esprit critique dans ce qu'il a de plus authentique, faire reculer les préjugés, les superstitions et les peurs ancestrales... Que peuvent encore attendre les masses des révolutionnaires s'ils ne s'attaquent pas, sans hypocrisie, au plus vieux mensonge de l'humanité ? Nous devons encourager le libre examen, la recherche de la vérité et l'émancipation.

Certes, beaucoup de nos contemporains se sont installés dans une posture confortable : vilipender les horreurs de la droite pour mieux se taire sur les erreurs de la gauche. Or, il s'agit là d'une position en rupture avec celle des révolutionnaires, habitués aux polémiques sur la tactique et la stratégie avec les autres factions – où l'on risquait, il est vrai, de se perdre dans des querelles byzantines. Désormais, en raison du reflux, le débat est perçu comme inutile voire dangereux, comme si l'expression publique des désaccords ne pouvait que fournir des armes à l'adversaire ou « faire son jeu ».

Or, ce qui est dangereux, c'est l'abdication de la critique, de l'élaboration collective d'une pensée offensive qui ne résultera que du libre débat – à ne pas confondre avec les abstractions théoriques chères aux groupes sectaires rétifs à l'intervention. Autrement, c'est se lier pour toujours à la bourgeoisie au nom de la lutte contre l'ennemi mortel qui pourra – on l'oublie souvent – surgir des deux côtés de la barricade. Il suffit de voir la légitimation de réflexes ou pratiques autoritaires, à gauche, passant par la réhabilitation du stalinisme chez les uns et du nationalisme chez les autres.

Parmi les indices du glissement et de la régression, on pourrait – au risque d'être accusé de verser dans une nostalgie de mauvais aloi –, comparer la chanson « No Pasarán », sortie entre les deux tours, avec un titre emblématique du rap engagé, « 11'30 contre les lois racistes »⁶, produit en 1997, et qui s'ouvrait sur ces paroles salutaires :

« Loi Defferre, loi Joxe, lois Pasqua ou Debré, une seule logique : la chasse à l'immigré. Et n'oublie pas tous les décrets et circulaires. Nous ne pardonnerons jamais la barbarie de leurs lois inhumaines. Un État raciste ne peut que créer des lois racistes. Alors assez de l'antiracisme folklorique et bon enfant dans l'euphorie des jours de fête. Régularisation immédiate de tous les immigrés sans papiers et de leurs familles. Abrogation de toutes les lois racistes régissant le séjour des immigrés en France. Nous revendiquons l'émancipation de tous les exploités de ce pays. Qu'ils soient français ou immigrés. »

⁶ https://www.youtube.com/supported_browsers?next_url=https%3A%2F%2Fwww.youtube.com%2Fwatch%3Fv%3DqjFCJFBsLOM

Mais un des signes du reflux est sans doute la convocation, à gauche, du Front populaire de 1936 – expurgé de ses réfutations, y compris par les trotskistes théoriquement formés à la critique de cette expérience historique – comme celle du Front républicain de 1956, toutes deux de sinistre mémoire pour les colonisés d’Algérie, ce qui montre le caractère arbitraire de l’usage de l’histoire chez les décoloniaux ou de l’Union de la gauche. Pourtant, le premier Front populaire n’a jamais fait l’unanimité chez les révolutionnaires, avant son accession au pouvoir et encore moins après...

Oubliés les enseignements de Daniel Guérin⁷ et de Marceau Pivert qui défendaient un « Front populaire de combat ». Oubliés les avertissements des libertaires (comme ceux regroupés dans l’Union anarchiste⁸) et des marxistes (à l’instar du groupe *Que faire ?*⁹) qui, tout en prenant au sérieux la menace du fascisme et de la guerre, préconisaient pour leur part la construction du Front unique ouvrier – notamment sur le plan syndical – sans toutefois le confondre avec le mot d’ordre de Front populaire soutenu par l’Internationale communiste et qui impliquait une alliance avec la bourgeoisie.

La bourgeoisie se radicalise, terrorise et devient séparatiste pour mieux défendre ses privilèges de classe. Parce qu’elle ne vit que d’accumulation, de prédation et de destruction. Parce que l’imposture n’est pas qu’un syndrome, c’est une manière de diriger, de gouverner, de subjuguer les masses sans la passivité desquelles les bourgeois ne pourraient se permettre tant d’arrogance. Parce que, pendant qu’on impose les restrictions aux plus pauvres, les profits ont explosé pour les plus riches, les rentiers, les actionnaires, les propriétaires, les patrons qui ne produisent rien mais vivent du labeur d’autrui.

Emmanuel Macron incarne l’agonie du néolibéralisme, phase du capitalisme dont la fin a été décrétée avec la pandémie de Covid-19. Ses mandats ont signifié la brutalisation du débat public, l’humiliation des plus faibles, le confusionnisme à tous les étages ainsi que cette forme d’archaïsme postmoderne dont il reste le parangon. En voulant « balancer sa grenade dégoupillée », Pitivier s’est pris pour Clausewitz et s’est tiré une balle dans le pied. S’il n’est pas mort politiquement, son aura en a pris un coup auprès de ses soutiens qui regardent ailleurs. Mais la bourgeoisie veille, à droite et à gauche...

Le divorce entre la gauche et les « classes populaires » – expression euphémisée qui évince des termes plus précis, à savoir ouvriers, employés, petits fonctionnaires, chômeurs – s’explique notamment par les choix opérés par les directions des organisations du mouvement ouvrier qui se sont adaptées au capitalisme, aux institutions de la V^e République et de l’Union européenne. Mais quiconque observe les représentants de la gauche, est frappé par leur ethos, leur posture, leur accoutrement, leur coiffure, leur gestuelle et leur style qui sont ceux de la bourgeoisie cultivée.

La rupture est encore plus nette en ce qui concerne l’élucution et le vocabulaire. Sur les plateaux de télévision, les dirigeants de gauche emploient des mots à quatre syllabes ou plus qui se terminent en « isme », comme « climato-scepticisme » qui sert de marqueur au camp écologiste. Ce faisant, ils mettent à distance les moins diplômés. C’est évidemment une forme de « violence symbo-

⁷ Lire <https://sinedjib.com/index.php/2024/06/19/joyeux/>

⁸ Lire <https://sinedjib.com/index.php/2024/07/05/ruff/>

⁹ Lire <https://sinedjib.com/index.php/2024/07/06/ferrat-2/>

lique », une nouvelle démarcation entre ceux qui savent et ceux qui ne comprennent pas. Quand on a le loisir d'accéder aux médias de masse, il faut pouvoir parler à sa clientèle mais aussi au commun des mortels.

Il y a quelque chose de scandaleux à voir la bourgeoisie progressiste prendre en otage l'électorat populaire pour faire des happenings télévisés à l'Assemblée nationale – avec une indemnité mensuelle brute de 7 200 euros –, sans remettre en cause la professionnalisation de la vie politique, le cumul des mandats... Cette classe se partage les prébendes, cultive l'entre-soi, mais reste « de gauche », sans pour autant s'infliger la peine de vivre avec la plèbe ou la laisser rentrer dans son intimité la plus stricte, bien consciente des enjeux de la reproduction sociale et du maintien de son statut privilégié.

À l'occasion de cette campagne-éclair, aucun appel au boycottage des élections n'a pu se rendre audible. Comment le comprendre ? Tout d'abord par le choc provoqué par la dissolution, ensuite par l'imminence de la menace (inédite sous cette forme), mais aussi par l'érosion de certains principes élémentaires dans le mouvement révolutionnaire – lui-même dans un piteux état. Or, ces principes ont émergé dans un contexte déterminé, celui de l'apparition de la classe ouvrière, de l'élaboration du socialisme moderne, des insurrections et des révolutions, parfois victorieuses, souvent écrasées...

Notons tout de même que quatre organisations anarchistes ont publié, la veille du premier tour, un bref communiqué¹⁰ rappelant qu'elles ne plaçaient « aucun espoir dans le processus électoral en cours ». Nonobstant la faiblesse dramatique du courant libertaire, il faudra assurément donner un contenu à « l'action directe » et à la « démocratie directe » de sorte qu'ils soient davantage que des mots d'ordre pour devenir des outils saisis le plus largement possible par ceux qui n'ont que leurs chaînes à perdre, qu'ils aient ou non voté dans un réflexe de survie, qu'ils soient à ce stade proches ou pas de nos idéaux.

Il y a des moments où le découragement prend le dessus parce que les tâches sont trop lourdes et les obstacles trop nombreux. Mais cela ne nous donne pas le droit de baisser les bras ou de céder au cynisme ambiant. La politique, du moins celle qui consiste à lutter pour la répartition des postes de pouvoir, n'est guère passionnante. Elle a même quelque chose de sordide. En revanche, on ne peut rester indifférent à l'évolution du rapport de forces sur les plans social, culturel et international, dans la mesure où cela se manifeste par des conséquences concrètes pour des millions d'entre nous.

Et maintenant on va où ? Là où nos forces nous permettront d'aller, en toute indépendance, sans nous laisser bernier par les manœuvres du pouvoir ou de son « opposition ». Assurément, il faudra stimuler la combativité et nous libérer du carcan dans lequel on veut nous contenir. Plus que jamais, il s'agira de déterminer, dans les actes, si nous devons nous contenter de repousser la menace du fascisme ou s'il nous revient de sortir du cadre qui le fait croître : le capitalisme, l'État, le nationalisme, la religion...

Ce qui signifie poser, dans les faits, la question de la révolution sociale – classe contre classe –, et rendre possible ce qui, hier, paraissait impossible, rendre pensable ce qui, hier, semblait impensable. Faisons tomber les barrières qui nous séparent les uns des autres, cassons les routines confortables qui nous endorment, sortons des microcosmes qui nous empêchent de voir la richesse

¹⁰ En ligne sur https://www.monde-libertaire.fr/?articlen=7931&article=COMMUNIQUE_Organisations_libertaires

du monde, tournons le dos aux sirènes du défaitisme, tâchons de rester déterminés, inventifs et optimistes en gardant à l'esprit cet appel venu d'une époque où l'on parlait de bonapartisme et de césarisme¹¹ :

« Et, si peu nombreux que nous soyons, si nous lançons ce cri de guerre aux bourgeois, ce cri trouvera écho auprès du travailleur et du paysan opprimé. Il ralliera les masses.

Mais le temps presse. Et si nous le perdons, César est à nos portes, suivi de son cortège de plumitifs vendus, de financiers véreux et de femmes galantes, cortège qui va grossir ces jours-ci de toute la haute et basse pègre en redingote.

– Vous n'avez pas voulu de la Révolution Sociale, vous aurez César ! écrivait Proudhon.

Aujourd'hui encore ils acclameront un César pour éviter la Révolution.

Eh bien, non, c'est la Révolution Sociale que nous opposerons au Césarisme.

Et nous vaincrons, nom de Dieu ! »

Nedjib SIDI MOUSSA

Paris, le 9 juillet 2024

– À contretemps / Odradek / juillet 2024 –

[<http://acontretemps.org/spip.php?article1060>]



AC

¹¹ En ligne sur <https://sinedjib.com/index.php/2024/07/01/cesarisme/>